

Haro sur les vieux directeurs indétrônables

Avis de tempête sur le théâtre francophone

J'ai l'impression que ce sont des attaques contre les vieux directeurs. » La formule est de Michel de Warzée, directeur de la Comédie Volter. Son théâtre, comme dix autres en Belgique, a perdu 5 % des subsides de la Communauté française, un appel clair à redéfinir son projet ou cesser son activité. « *Qui vise-t-on ?* », poursuit Michel de Warzée. *Léonil McCormick à La Valette, Armand Delcampe à Spa, Jo Dekmine au 140, et moi (67 ans, 76 ans, 84 ans et 72 ans).* » Les intéressés ne manquent pas de souligner l'iniquité de ces décisions. « *Je croyais qu'en étant si peu subventionné, on ne me ferait pas de misère*, raconte Léonil McCormick, qui dirige La Valette, à Ittre, depuis 27 ans. *Mais ce que je trouve insensé, c'est de constater que les membres du Conseil de l'art dramatique (CAD), qui ont pris ces avis, sont tous des personnes qui sont juges et parties.* »

De fait, la plupart des hommes de théâtre de l'organe chargé de conseiller la ministre ont vu leurs propres subventions augmenter ou être stabilisées. « *La priorité est de dégager des moyens pour la création* », répond-on au CAD. Une gouvernance peu transparente dénoncée, en off, tant par les artistes que par les responsables d'institutions. ■

Il y a une semaine, *Le Soir* annonçait les premières décisions tranchantes prises par la ministre de la Culture Joëlle Milquet en matière de financement des théâtres. Sur la trentaine de dossiers traités, huit opérateurs voyaient leur subvention augmentée de 5 % pour 2016 (année de transition avant de mettre à plat tous les contrats-programmes en 2017), 16 voyaient se confirmer temporairement le maintien de leurs moyens, et 11 recevaient un avis négatif impliquant une baisse de 5 % de leur subvention, et un appel clair à redéfinir leur projet ou cesser leur activité.

Parmi ces institutions sanctionnées, on retrouve notamment le Théâtre 140, la Valette, le Festival de Spa ou la Comédie Claude Volter. Malchanceux palmarès qui suscite des interprétations diverses : « *J'ai l'impression que ce sont des attaques contre les vieux directeurs*, dit Michel De Warzée, directeur de la Comédie Volter. *Qui vise-t-on ? Léonil McCormick à la Valette, Armand Delcampe à Spa, Jo Dekmine au 140, et moi (67 ans, 76 ans, 84 ans et 72 ans, respectivement). On vise des gens qui ont fait beaucoup et qui font sans doute face à une crise de jeunesse. A juste titre peut-être, d'ailleurs. En 68, on était les premiers à crier Huisman dehors, Claude Etienne, dehors ! Je comprends que les jeunes disent fou-tesz le camp. Mais attention, il s'agit d'entreprises théâtrales et tant qu'elles sont bien gérées, pourquoi les sacrifier ? Quand je regarde les dix points de "Bouger les lignes" (l'opération lancée par Joëlle Milquet pour adapter sa*

- ▶ Certains directeurs de salles, mis sur la sellette par Joëlle Milquet, critiquent les méthodes de décision.
- ▶ D'autres remettent en cause l'impartialité des instances d'avis ou questionnent la bonne gouvernance de certaines institutions.

politique culturelle à l'évolution de la société), on en applique 8 sur 10. »

Alors, les sanctions budgétaires prônées par le CAD (Conseil de l'art dramatique) et suivies par la ministre de la Culture visent-elles à détrôner quelques figures tutélaires, parfois fondatrices des institutions concernées ? Alexandre Caputo, membre du CAD, en tant que président du Conseil d'aide aux projets théâtraux, nuance ces allégations. Pour lui, l'enjeu est de veiller à ce que les règles de bonne gouvernance s'appliquent partout et il ne peut y avoir de bonne gouvernance sans limitation des mandats dans le temps :

« *La priorité est de dégager des moyens pour les artistes et de refinancer la création.* »

Quoi qu'il en soit, quand on sonde le milieu théâtral belge francophone, tant les artistes que les responsables d'institutions, un constat se dégage : nombreux sont ceux qui réclament, en off, une gouvernance plus transparente de certains lieux. Pourquoi le Varia, soutenu par les pouvoirs publics, a-t-il nommé sa directrice sans faire d'appel à candidatures ? Comment, à l'Atelier Théâtre Jean Vilar, également subventionné, le fondateur Armand Delcampe a-t-il pu organiser sa propre succession en se gardant une place comme administrateur-délégué, toujours largement aux commandes du théâtre ? Nous avons tenté de le contacter, mais personne dans l'équipe de direction ne souhaite pour l'instant faire de commentaires, alors même que le Festival de Spa, menacé par

les mesures budgétaires et lié étroitement au Jean Vilar, s'ouvre début août.

On est abasourdis

Au Théâtre de la Valette, on est tout simplement abasourdis. Fondateur de ce petit théâtre niché à Ittre, Léonil McCormick en tient les rênes depuis 27 ans : « *Je croyais qu'en étant si peu subventionné, on ne me ferait pas de misère. On me reproche notamment de faire le travail de trois personnes mais avec 150.000 euros, je ne peux pas faire de miracle ! Mais ce que je trouve insensé, c'est de constater que les membres du CAD, qui ont pris ces avis, sont tous des personnes qui sont juges et parties : Patrick Colpé du Théâtre de Namur, Myriam Van Roosbroeck et Nicolas Dubois du Théâtre National, Michel Kacnelnabogen du Public, etc. C'est scandaleux !* »

Présidente du CAD, Myriam Van Roosbroeck se défend : « *C'est un vieux débat mais je sais d'expérience que si l'on prend des personnes qui ne sont pas dans le secteur, elles ne viendront pas aux réunions. Il faut des membres qui s'y connaissent, puissent suivre les dossiers, en avoir aussi une connaissance économique. Tous les membres ont adhéré à un règlement en matière de respect et de déontologie. Dès qu'un dossier concerne de près ou de loin un membre, celui-ci ne peut être présent aux réunions. Personne n'est totalement neutre, c'est impossible. Nous avons une composition très variée avec des gens d'horizons très différents. Mon seul regret est qu'il n'y ait que deux femmes dans ce CAD.* » ■

THÉÂTRE DE TOONE

Toison d'Or « On est à la limite de la gabegie, de l'élitisme »

ENTRETIEN

Suite aux décisions de la ministre de la Culture et aux avis exprimés par le Conseil de l'art dramatique (CAD), Albert Maizel, président du Théâtre de la Toison d'Or, a tenu à s'exprimer pour commenter les performances des institutions théâtrales.

Que vous inspirent les chiffres publiés par la ministre en même temps que ses décisions ?

Ces chiffres sont intéressants même s'ils ne suffisent pas à faire une politique culturelle. On ne peut pas s'affranchir de la question : où va l'argent ? Contrairement à la santé par exemple, on

ne peut pas mesurer de manière objective l'impact d'une politique culturelle. Il est bien clair que l'argent public doit financer prioritairement l'art et l'essai plutôt que le divertissement. Il est donc juste que nous, le TIO, recevions moins que le Théâtre National, mais il y a des questions à se poser. Par exemple, quand on voit que certains ont 500.000 euros pour 300 spectateurs payants, on est à la limite de la gabegie, de l'élitisme, dans quelque chose qui ne fonctionne plus. A côté du rapport entre subsides et recettes propres, le ratio entre masse salariale et masse artistique est aussi parfois sur-

prenant (le TIO est à 53 %, tandis que d'autres sont en dessous de 20 %). Comment les subsides par spectateur peuvent-ils aller de 10 à 110 euros ? Ce n'est pas de la démagogie que de se poser la question.

Où fixer la limite selon vous ?

Il n'y a pas de réponse théorique à ce problème de rendement des politiques publiques. Les politiques sont obligés d'avancer sans cadre, mais devraient au moins se doter des bons outils de décision. Or, j'ai un réel souci : au CAD, certains membres sont juges et parties. Et même, certains sont responsables d'institu-

tions qui ne sont pas de bons élèves au vu des ratios que je viens d'évoquer. Il faut réformer cette instance d'avis. Il est exclu que des gens soient juges et parties. On a besoin d'une instance indépendante, éclairée pour s'orienter dans un domaine où les décisions sont basées plutôt sur du qualitatif que du quantitatif.

Etes-vous satisfait des subsides du Théâtre de la Toison d'Or ?

Au Théâtre de la Toison d'Or, on a commencé comme un « outsider » et on est devenu « mainstream ». On n'appartenait pas au sérail et on s'est dit qu'on pou-

vait tenter l'aventure sans argent public. On a eu beaucoup de succès public, mais, comme pour les autres, faire de la création sans soutien public, c'est comme un trapéziste de haut vol sans filet. C'est dangereux : à la moindre erreur, on peut disparaître. Les subventions que nous recevons maintenant ne nous empêchent pas de nous inscrire dans un cercle vertueux et de nous gérer de manière spartiate. Les acteurs culturels doivent garder ça en tête et faire appel aux fonds publics avec parcimonie, sans gabegie. ■

Propos recueillis par
C.Ma.

THÉÂTRE DE TOONE

« Le théâtre, c'est soit vivant, soit mort »

Parmi les opérateurs culturels mis sur la sellette par la ministre de la Culture, il y a aussi le Théâtre royal de Toone et ses marionnettes de tradition populaire bruxelloise. Amputé de 5 % de sa subvention, l'estaminet folklorique est plus qu'incertain sur son avenir. « Là encore, il ne s'agit pas de fermer le lieu, mais il nous semble que le Théâtre de

Toone ressort plutôt du tourisme ou du patrimoine que de la culture, » précisait la ministre il y a une semaine dans un entretien accordé au Soir.

« Nous avons l'habitude de recevoir des avis négatifs du CAD, soupire Nicolas Géal, directeur du Théâtre de Toone. On est toujours déniés, considérés comme un petit théâtre amateur, folklorique, dans un patois incompréhensible : les clichés ont la vie dure. Mais d'habitude, la ministre passait outre. Cette fois, on est fort embêtés, on se

demande comment ça va se passer. »

Fils de José Géal, Toone VII, fondateur d'un lieu emblématique transmis de père en fils, Nicolas Géal sait que la ministre entend faire glisser son théâtre vers le tourisme ou le patrimoine, et craint que les pouvoirs subsidiant ne se renvoient la balle.

« La ministre veut envisager d'autres pistes de financement mais, à mon avis, le théâtre, c'est soit vivant, soit mort, il n'y a pas d'entre deux. Ne pas considérer le Théâtre de Toone comme du théâtre est une

aberration. Nous avons une dynamique, des créations. C'est vrai qu'on a beaucoup de touristes parce qu'on est le dernier théâtre populaire bruxellois. Mais nous avons

aussi un public de théâtre, et c'est ce public-là qui serait le premier à ne plus venir si on ne s'adressait plus qu'aux touristes. Je comprends d'autant moins bien cette décision que les chiffres nous dé-

fontend : le Théâtre de Toone est parmi ceux qui reçoivent le moins de subventions mais qui font le plus de représentations, avec la plus grosse part de recettes propres. »

THÉÂTRE 140

« On se sent sanctionnés »

C'est à Avignon, où elle sillonne les spectacles du festival OFF pour dénicher les perles à programmer dans les prochaines saisons du Théâtre 140, qu'Astrid Van Impe, nouvelle directrice de ce lieu légendaire de Schaerbeek, a appris la nouvelle : le Théâtre 140 a reçu un avis négatif du CAD et verra sa subvention amputée de 5 % en 2016, sans garantie de voir son contrat-programme renouvelé en 2017. Le 140 est-il donc menacé ? « On ne se sent pas en danger mais on se sent sanctionnés, explique Astrid Van Impe. De manière injuste car on estime avoir répondu en grande partie aux critiques qui nous avaient été faites. On a notamment réglé la succession de Jo Dekmine. Mais nous avons aussi fait des efforts en termes de soutien à la création belge et de partenariat. On va par exemple suivre la prochaine création de Céline Delbecq, *Enfant Sauvage*, en lien avec d'autres lieux. Nous entamons aussi un partenariat avec le Botanique car le 140, ce n'est pas que du théâtre mais aussi de la musique. Nous avons aussi le projet de faire se rencontrer des artistes interna-

tionaux et des artistes belges sur des créations qui se feront en 2016-2017. Dans la saison qui vient de s'écouler, nous avons travaillé avec Charleroi-Danses et le Théâtre National pour accueillir des spectacles ensemble. »

Le Théâtre 140 s'engage désormais à multiplier les synergies, avec des festivals comme UP de l'Espace Catastrophe ou avec le Brussels Dance, premier festival dédié aux chorégraphes bruxellois, ou encore avec des ASBL comme Promotion Théâtre ou AWSA-Be, association de promotion des droits des femmes originaires du monde arabe. « Nous avons répondu aux critiques, mais de la part du ministère, c'est comme si les décisions avaient déjà été prises en amont. On nous a reproché de faire de l'international, alors que d'autres comme le National, le font déjà, mais ce n'est pas la même chose. Le National a les moyens de faire venir de grands metteurs en scène internationaux, et c'est très bien, mais nous, nous nous situons sur de petites formes, des ovnis, des découvertes faites à Avignon ou au festival d'Edimbourg. »

C.M.A.

